

Périodiquement, des ouvrages de journalistes viennent proclamer l'avènement d'une nouvelle génération de militants, aux projets et pratiques radicalement innovants, et dont l'efficacité tiendrait précisément à leur aptitude à bousculer les routines contestataires, à inventer des formes d'action collective inédites, misant notamment sur l'humour et le spectaculaire[1]. A l'opposé de leurs aînés aux pratiques protestataires sclérosées, les « nouveaux militants » sauraient peser dans les rapports de force par leur usage judicieux des médias et leur capacité à transmettre un message positif auprès de l'« opinion publique ». Alors que les « anciens militants » — c'est-à-dire, en premier lieu, des syndicats — et leurs formes d'action « traditionnelles » — prioritairement la grève — pècheraient par leur caractère routinier, leur absence d'humour et, bien sûr, la gêne qu'ils occasionnent aux usagers (pardon : des clients)[2], les « nouveaux militants » se remarqueraient par leur capacité à mettre en scène les motifs de leur indignation et à mener des actions souriantes, comme les fêtes improvisées lors de visites de logements de « Jeudi noir », destinées à stigmatiser les carences du parc immobilier des grandes villes, ou les déguisements de la BAC — la « Brigade activiste des clowns » — pendant les manifestations.

Que, par un magnifique mouvement circulaire, les journalistes considèrent comme les plus efficaces, comme les plus sympathiques et surtout comme les plus dignes d'intérêt les mouvements dont les actions sont directement réalisées à leur intention — ce que Patrick Champagne appelle des « manifestations de papier », conçues pour la presse et qui n'existent qu'à condition de trouver un écho dans la presse[3] — ne sera pas au centre de notre propos. Ce que l'on souhaite interroger est une série de traits fréquemment associés au « nouveau », et spécialement l'un d'entre eux qui contribuerait à rendre les jeunes générations militantes supérieures à leurs aînées : le caractère « informel » ou « horizontal » de leur (in)organisation interne. Au temps des structures rigides, hiérarchisées et bureaucratisées — et dont les partis se revendiquant du communisme ou les syndicats seraient le paradigme et la triste survivance — aurait succédé celui des « collectifs », des « réseaux », marqués par l'égalité des statuts et le libre choix de ses modalités et intensités d'engagement.

Il ne s'agit pas seulement d'une idée de journalistes : certains sociologues ont eux-mêmes développé cette thèse d'une mutation des formes de l'engagement. Telle qu'elle est par exemple exposée par Jacques Ion, elle oppose un militantisme « total » du passé au militantisme « distancié » du temps présent[4]. Le premier se caractériserait par un investissement intense dans la cause, à laquelle une large part de la vie familiale et des loisirs serait sacrifiée : réunions plusieurs soirs par semaine, distributions de tracts et vente du journal le dimanche, auxquels s'ajouteraient cotisations élevées, docilité à l'égard de la hiérarchie et fort attachement identitaire au mouvement (parti, syndicat...). Le second se singulariserait à l'opposé par les fluctuations de l'engagement, conçu comme « à la carte » : chacun choisirait ses propres rythmes, degrés et modalités de participation au groupe, et se méfierait comme de la peste des structures bureaucratiques hiérarchisées perçues comme menaçantes pour son autonomie et sa liberté. De même, ces nouveaux militants n'hésiteraient pas à passer d'une cause à une autre au gré de leurs envies et disponibilités (de la défense d'un site menacé à celle des sans-papiers, par exemple). Au militantisme total correspondrait le *timbre* de la carte d'adhérent (qui suppose qu'on *adhère* fortement au groupe militant auquel on appartient), tandis que le militantisme distancié serait symbolisé par le *post-it*, que l'on peut successivement apposer sur une multiplicité de supports, et qui, facilement décollable, ne suppose

pas un attachement solide et durable.

On trouve un constat relativement similaire chez Luc Boltanski et Eve Chiapello lorsqu'ils interprètent le développement des nouveaux modes de militantisme à la lumière des mutations du capitalisme. La contestation d'un capitalisme devenu « réticulaire », basé sur des connexions rapides entre petites unités flexibles, exigerait une critique isomorphe, organisée elle aussi sur le mode du réseau et amenant différentes unités contestataires à se coaliser ponctuellement dans la visée d'un « projet »[5]. De la même manière que les nouvelles méthodes de management du « nouvel esprit du capitalisme » valoriseraient les rapports davantage « horizontaux » entre collaborateurs — les « petits chefs » ont disparu des entreprises, le tutoiement est de rigueur entre membres d'une même « équipe », etc. —, les mouvements sociaux adopteraient eux aussi la forme souple et flexible du « réseau » dépourvu de centre directeur et de bureaucratie[6].

On peut, comme l'a fait Annie Collovald, remarquer que ce genre d'hypothèse n'est pas dépourvu de connotations normatives : le « total » de l'ancien militantisme voisine avec le « totalitaire », tandis que le militantisme « distancié » se révélerait davantage respectueux de l'individu et de son autonomie. La distinction débouche ainsi sur la disqualification — en les présentant comme dépassées ou contraignantes — des formes de militantisme considérées comme propres aux classes populaires, et spécialement de celles posées comme spécifiques aux organisations de l'ancien écosystème communiste[7]. L'opposition ne serait de ce point de vue pas tant entre un « ancien » et un « nouveau » types d'engagement qu'entre militantismes supposés spécifiques, respectivement, aux classes populaires et aux classes moyennes cultivées[8]. Considérer « dépassé » et « révolu » le militantisme « total » au profit de son successeur « distancié » participe de ce point de vue de la disqualification et de l'invisibilisation politiques du monde ouvrier et, plus largement, des classes populaires.

On peut également remarquer que cette thèse, séduisante a priori, d'une mutation du militantisme n'est guère confirmée lorsqu'on la confronte au « sol raboteux » de la réalité empirique. Trois exemples en attestent. L'historienne Axelle Brodiez a bien montré dans son étude du Secours populaire, organisation caritative liée au PCF, combien parvenir à fidéliser des effectifs très instables a dès les années 1950 constitué une des principales préoccupations de ses responsables[9]. En d'autres termes, on trouvait des engagements fluides, temporaires, bref du militantisme « distancié », en plein cœur de l'écosystème communiste, au moment même où celui-ci, alors au sommet de sa puissance, était supposé dominé par un militantisme « total ». Deuxième exemple, contemporain celui-là : la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France (CIP-IDF), au sein de laquelle l'engagement, en dépit du discours tenu par ses animateurs, apparaît à l'examen bien loin d'un « militantisme distancié ». Plusieurs entretiens réalisés auprès de ses membres décrivent un militantisme accapareur de temps et d'énergie, au point de mettre en péril la situation économique et les perspectives de carrière de militants qui se dévouent sans compter à leur cause[10]. Un engagement aussi intensif, qui amène certains à sacrifier vie familiale et professionnelle à la défense de la cause, met à mal la thèse du nouveau « militantisme post-it » : c'est au cœur de ce qui se pose comme une forme exemplaire de militantisme distancié que se repèrent des remises de soi et des

formes de soumission aux exigences de la lutte considérées comme révolues car supposées spécifiques au « militantisme total » des « anciennes » organisations bureaucratiques. Dernier exemple, le mouvement altermondialiste, posé comme paradigmatique du militantisme « en réseau », dépourvu de centre dirigeant et où les décisions se prendraient au consensus. Si l'image peut correspondre à certains secteurs limités du mouvement, elle ne convient guère à ce qui constitue en France sa principale organisation, Attac, dont la direction nationale a souvent été critiquée comme excessivement bureaucratique et hiérarchisée.

Il se pourrait bien, d'ailleurs, que la bureaucratie et la hiérarchie explicites soient dans la pratique gages de davantage de démocratie que l'informalité et l'horizontalité proclamées. Une illustration en est une nouvelle fois fournie par l'étude du fonctionnement de la CIP-IDF qui se veut un collectif égalitaire ouvert à tous et où chacun peut, au cours des assemblées générales régulières garantes de la démocratie des décisions, exprimer librement son point de vue. L'observation de ces assemblées montre qu'à l'inverse de ce qui est espéré et proclamé, tout le monde n'est pas a priori égal devant la prise de parole en public. De fait, l'informalité et l'« horizontalité » fréquemment promues comme garantes de plus grande « ouverture » et « accessibilité » aux militants se révèlent dans les faits hautement sélectives, car accessibles aux seuls individus disposant de suffisamment de compétence militante pour se sentir autorisés à intervenir dans les débats. Cet exemple ne fait que confirmer le constat ancien de la sociologue américaine Jo Freeman, qui avait remarqué que l'« informalité » promue par les groupes de parole féministes des années 1970 tendait dans les faits à exclure les femmes qui se sentaient les moins légitimes à prendre la parole, et reproduisait tout en les niant les rapports de pouvoir et de monopolisation de la parole qu'ils prétendaient pourtant neutraliser[11].

Cette question des compétences et aptitudes (à parler en public, notamment) requises pour pleinement participer à un groupe militant rejoint celle de la sélection sociale de ses membres. En valorisant ou en sollicitant certaines dispositions ou propriétés sociales, et en en disqualifiant d'autres, les groupes militants produisent, souvent sans le vouloir ni en être conscients, la relative homogénéité de leurs effectifs, et induisent une exclusion des postulants par trop différents. On peut ainsi avancer, à la suite de Frédéric Sawicki, que « les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent »[12]. C'est en effet en proposant certaines formes d'action plutôt que d'autres (plus ou moins perturbatrices ou pacifiques, ludiques ou sérieuses, etc.), et certains modes d'organisation et de débat internes (direction pyramidale ou collégiale, leadership charismatique ou rationnel-légal, etc.), que les groupes militants sélectionnent leurs membres. Cette sélection, bien sûr, n'opère pas de manière explicite, mais s'accomplit le plus souvent dans et par la sociabilité militante, et s'exprime au travers de la capacité de l'aspirant activiste à « trouver sa place » au sein du groupe qu'il souhaite rejoindre. Les propos suivants, recueillis en entretien, d'un militant de la CIP-IDF signalent bien, tout en recourant au vocabulaire de la « sympathie » et de l'« accueil », la sélection de ses militants potentiels qu'opère la Coordination : « Il n'y a jamais eu d'exclusion, on n'a jamais exclu personne, mais en même temps aussi, il y a une manière de se comporter avec les gens qu'on n'aime pas qui fait qu'au bout d'un certain temps, ils ne reviennent plus. (...) Il y a plein de gens qui sont venus des fois, et qui sont repartis parce qu'on ne les a pas

accueillis. Il y a aussi plein de gens qui ne pensaient pas tout à fait comme ce qui reste maintenant et qui n'ont pas trouvé leur place, et qui sont repartis ».

« Trouver sa place » dans une organisation n'est pas forcément chose aisée lorsque règne la norme (car c'en est une) selon laquelle « chacun fait ce qu'il veut ». Ceux et celles les moins dotés en compétences militantes risquent alors de ne pas savoir quoi faire, et de s'effacer assez vite d'un groupe dont la logique, les codes, la sociabilité, les pratiques, leurs restent étrangers. Dans d'autres cas, ils se « feront une place » en « choisissant » de s'investir dans des pratiques de second plan, ne nécessitant pas une grande culture militante mais dans lesquelles peuvent se transposer des dispositions ou savoir-faire — de service, notamment — d'ordre non militant. Les féministes l'ont montré depuis longtemps : il n'y a pas besoin de contrainte, ni même de formuler une demande explicite, pour que dans les groupes militants (entre autres types de groupes) ce soit « spontanément » et « comme naturellement » les femmes, et spécialement celles les moins pourvues en expérience militante, qui s'occupent des tâches d'entretien (nettoyage des lieux après la réunion) ou de service (non seulement préparer et servir le café, mais penser à acheter du café, des filtres et du sucre...)[13].

L'étude conduite sur la CIP-IDF fournit là encore une bonne illustration. Les aspirants militants — et, surtout, les aspirantes militantes — désireux de contribuer à l'action collective mais qui se sentaient les moins aptes et autorisés à exercer les activités qu'ils percevaient comme les plus exigeantes se sont repliés sur des activités secondaires, pas tant relatives à l'action proprement militante qu'à la marche quotidienne du collectif et à sa sociabilité interne. De manière significative, ce sont des activités de service et engageant des compétences relationnelles (le bar, l'accueil), socialement construites comme féminines, qui ont alors été privilégiées par ceux, et surtout celles, qui considéraient les activités les plus « politiques » comme inaccessibles ou impossibles pour eux. Par leur retrait dans des activités de second plan, ces militants ont implicitement abandonné les tâches les plus valorisantes, et spécialement celles de direction et d'élaboration programmatique, à des virtuoses du militantisme maîtrisant beaucoup mieux ses formes, enjeux et expressions. Ce faisant, ils ont involontairement contribué à une reproduction des rapports de domination d'autant plus efficace que ceux-ci sont officiellement niés par l'idéologie « horizontale » du groupe.

L'enjeu n'est pas ici de dénoncer ou de démasquer les leaders des groupes qui prétendent en être dépourvus. Le plus souvent, l'ensemble des membres d'un groupe militant sait qu'en son sein certains occupent une place plus importante que les autres, notamment parce qu'ils ont davantage de disponibilité et peuvent faire plus de choses, sont plus souvent présents au local, sont plus fréquemment sollicités comme porte-parole par les médias parce que déjà identifiés par eux, etc. Ce n'est d'ailleurs pas toujours à l'avantage de ces « leaders implicites » qui, du fait de leur position centrale dans le fonctionnement du groupe, se trouvent fréquemment en charge d'une masse de responsabilités et de tâches qu'ils souhaiteraient pourtant partager. Mais, comme le leader est celui qui est davantage au courant ou le plus compétent, c'est toujours vers lui que le reste du groupe se tourne pour obtenir une information, c'est de lui que l'on attend les initiatives ou sur lui que l'on fait porter les responsabilités. Comme cette position confère un certain pouvoir en contrepartie d'un

travail plus important, le « leader implicite » est souvent déchiré entre son désir de partager sa charge et la crainte que ce partage réduise sa capacité d'influence ou sa marge de manœuvre — d'où sa fréquente ambivalence à l'égard de son poste et sa vive susceptibilité lorsqu'on lui reproche ses « excès de pouvoir » ou son « égocentrisme ».

L'enjeu est davantage d'être conscient que tout fonctionnement collectif est susceptible d'induire des phénomènes de concentration de l'information, de la représentation extérieure, des responsabilités — bref : du pouvoir —, et de ne pas être dupe de sa propre volonté, même la plus sincère, de fonctionner de la manière la plus égalitaire et collégiale possible. Et il se trouve que ce sont bien souvent les procédures les plus formelles qui permettent d'accéder à cette — toujours relative — égalité de participation et de traitement : présidence de réunion, tours de table plutôt que prise de parole spontanée, limitation du temps d'expression, diffusion aux absents de comptes-rendus de réunions, ou encore élection d'un porte-parole (éventuellement tournant), permettent beaucoup plus que la simple proclamation d'horizontalité et d'égalité de parer à la concentration des pouvoirs et à l'institution de petits chefs d'autant plus puissants qu'ils sont niés. Toutes ces procédures ne sont certes pas une panacée (le tour de table peut être vécu comme une violence par celles et ceux qui ne souhaitent pas parler, la rédaction des comptes rendus est souvent fastidieuse et ceux-ci ne sont pas nécessairement lus, etc.), mais elles peuvent garantir contre les dévoiements de la démocratie interne bien mieux qu'une confiance naïve dans l'égale compétence militante de tous.

L'enjeu est également, mais cette fois d'un point de vue davantage analytique, de se méfier des proclamations de nouveauté. « Tout nouveau tout beau » ne saurait passer pour un principe d'analyse valable, d'une part parce que — pardon de devoir rappeler ici un tel truisme — l'histoire n'est pas nécessairement orientée vers le progrès, et que certaines « nouveautés » peuvent à l'expérience se révéler d'authentiques régressions, d'autre part parce que tout ce qui apparaît à un moment donné du temps pour inédit a souvent connu des expressions proches dans le passé — « on recommence toujours par le milieu », disait Deleuze. Même si la croyance en la nouveauté peut par elle-même produire des effets et induire des modifications de pratiques parfois notables, la recherche sociologique s'expose en surestimant le poids de l'inédit à « besogner par mégarde quelques nouveautés verbales : le Nouvel An ou le Beaujolais nouveau »^[14].

Lilian Mathieu

Sociologue, CNRS

[1] Cf. pour exemple relativement ancien, Christian Losson, Paul Quinio, *Génération Seattle*, Paris,

Un "nouveau militantisme" ? A propos de quelques

<https://www.contretemps.eu>

idées reçues

redaction

Grasset, 2002, et pour un autre plus récent Miguel Benasayag, Laurent Jeanneau, Sébastien Lernould, Pierre-Emmanuel Weck, *Les nouveaux militants*, Paris, Les Petits matins, 2008.

[2] Voir a contrario, sur l'actualité de l'action gréviste, cf. Sophie Bérout *et al.*, *La lutte continue ?*, Broissieux, Le Croquant, 2008.

[3] Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990.

[4] Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997. Une des ambiguïtés du travail de J. Ion tient à ce que son ouvrage se voulait surtout programmatique, destiné via l'élaboration d'idéaux-types à tracer des pistes que la recherche devait confirmer ou infirmer, et que nombre de lecteurs ont cru pouvoir y trouver des résultats avérés et définitifs.

[5] Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

[6] Là aussi la précision s'impose : Boltanski et Chiapello pointent davantage une *croyance* des acteurs sociaux dans les vertus des formes d'organisation réticulaires que la réalité de leur adoption.

[7] Cf. Annie Collovald, , « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in A. Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002.

[8] Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une idée radicalement nouvelle : dès les années 70, une certaine sociologie — représentée en France par Alain Touraine et son équipe — entendait opposer l'« ancien » mouvement ouvrier, propre à la société industrielle et centré sur des enjeux « matérialistes », aux « nouveaux mouvements sociaux » significatifs de l'entrée dans l'ère « post-industrielle » et aux enjeux « post-matérialistes ».

[9] Axelle Brodriez, *Le Secours populaire français 1945-2000*, Paris, Presses de Sciences-po, 2006.

[10] Ainsi ce réalisateur et chanteur : « Je me suis impliqué à plein temps dans cette lutte, donc moi de mai 2003 à mai 2004, je n'ai rien touché du tout parce que je refusais de demander le RMI, donc j'ai vendu ma discothèque, j'ai vendu mon appartement, je me suis payé ma lutte en quelque sorte ».

[11] Jo Freeman, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, XVII, 1972-1973, pp. 151-165.

[12] Frédéric Sawicki, « Les temps de l'engagement », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 126.

[13] Xavier Dunezat a montré dans le cas du mouvement des chômeurs combien le genre et la classe sociale s'entrecroisent pour produire à l'intérieur du groupe militant des rapports de domination et d'exploitation, dont sont particulièrement victimes les femmes de fait assignées aux tâches domestiques, et progressivement conduites à s'effacer de l'action collective voire à l'abandonner

Un "nouveau militantisme" ? A propos de quelques

<https://www.contretemps.eu>

idées reçues

redaction

~~totalément au profit des seuls hommes ; « Trajectoires militantes de chômeurs et chômeuses mobilisé-e-s : la centralité des rapports sociaux de sexe », communication au colloque Genre et militantisme, Lausanne, novembre 2005.~~

[14] Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991, p. 176.